



Conférence sociale de la région Bourgogne-Franche-Comté La CGT signe l'accord de mise en œuvre d'un dialogue social territorial

Depuis plus d'un an, des discussions quadripartites (Etat – Conseil Régional – Syndicats d'employeurs – Syndicats de salariés) sont engagées au niveau régional, avec l'objectif de définir le cadre d'un dialogue social, dans les bassins d'emplois de notre région. Cette concertation s'est concrétisée par la signature le 8 février, d'un protocole relatif à la territorialisation des politiques d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle.

La CGT s'est investie, avec la volonté d'avancer nos propositions de créations d'emplois, de formation pour les salariés, d'insertion des demandeurs d'emploi, et de sécurisation des emplois pour les salariés.

L'opinion publique majoritairement défavorable ainsi que les mobilisations importantes contre la loi EL KHOMRI et les ordonnances MACRON se sont nourries d'aspirations qui continuent de s'exprimer dans de nombreux secteurs professionnels.

Les luttes récentes dans les Ehpad, la santé, les transports, l'énergie, les pénitenciers, dans les entreprises industrielles ont porté des revendications pour la défense de l'emploi.

Trois emplois sur quatre nouvellement créés sont des emplois précaires, 27 % des entrées au chômage sont des fins de contrats CDD ou de missions Interim, une proposition sur deux de Pôle Emploi est en CDD.

Des restructurations, changements d'organisation, autant dans les services publics que les secteurs industriels entraînent une dégradation des conditions de travail.

Les organisations de la CGT dans les territoires, les militants CGT dans les entreprises, ont des idées pour créer des emplois localement : la lunetterie dans le Haut Jura, une centrale biomasse à Montceau-les-Mines, l'amélioration de l'emploi des femmes dans le Commerce sur le secteur de Besançon, l'amélioration de la formation des jeunes, des aides à la mobilité dans les territoires ruraux, etc.

Nous allons dès les prochaines semaines formaliser nos projets, et nous rendrons compte aux salariés et à la population de nos propositions et des résultats.

Dijon, le 9 février 2018